

El ojo que llora (L'œil qui pleure)

El ojo que llora (The Eye That Cries)

Mylène Herry



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/temoigner/3584>

DOI : 10.4000/temoigner.3584

ISSN : 2506-6390

Éditeur :

Éditions du Centre d'études et de documentation Mémoire d'Auschwitz, Éditions Kimé

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2015

Pagination : 176-181

ISSN : 2031-4183

Référence électronique

Mylène Herry, « El ojo que llora (L'œil qui pleure) », *Témoigner. Entre histoire et mémoire* [En ligne], 121 | 2015, mis en ligne le 01 octobre 2016, consulté le 05 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/temoigner/3584> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/temoigner.3584>

Ce document a été généré automatiquement le 5 septembre 2021.

Tous droits réservés

El ojo que llora (L'œil qui pleure)

El ojo que llora (The Eye That Cries)

Mylène Herry

- 1 Au Pérou, la création de la Commission de la Vérité (2001) révèle dès sa diffusion (2003) un désir de faire la lumière sur le conflit interne (1980-2000) opposant les forces militaires et paramilitaires au groupe subversif le Sentier Lumineux. À travers différents engagements à la fois artistiques, citoyens et/ou politiques, il s'agit d'illustrer et de répondre à la mention de Réconciliation faite dans le Rapport final de la Commission, mention qui fait état d'un processus en trois axes : une dimension politique, relative à une réconciliation entre l'État, la société et les partis politiques ; une dimension sociale, faisant référence aux liens entre les institutions et les espaces publics de la société civile avec la société entière, de façon particulière avec les groupes ethniques marginalisés ; une dimension interpersonnelle, correspondant aux membres des communautés ou institutions qui se sont affrontés. Nous noterons alors la création d'associations citoyennes luttant contre l'oubli, voire la négation, de ce passé violent et contre les injustices liées à celui-ci ; selon différents procédés : la diffusion des faits historiques à travers des publications scientifiques ou des manifestations culturelles (expositions, conférences...) ; des chants et une musique engagée ; une littérature de la violence et du témoignage ; la préservation des vestiges des villes meurtries (Ayacucho) par ces années de terreur et la construction de lieux de mémoire afin de commémorer les victimes et leurs familles.
- 2 C'est pour illustrer ce dernier volet architectural que nous nous intéresserons ici sur la pièce maîtresse du paysage mémoriel dédié à cette période noire, un lieu de mémoire érigé à Lima pour célébrer les victimes, El ojo que llora. Dans un premier temps, nous relèverons les caractéristiques du lieu et du monument à travers, entre autres, les considérations de l'artiste qui nous aideront à saisir son intérêt national. Puis, dans un second temps, nous verrons dans quelle mesure les polémiques et les controverses sociopolitiques freinent, voire rendent impossibles, une mémoire collective.

Vue du site mémoriel El ojo que llora (L'œil qui pleure) à Lima (Pérou)



© Mylène Herry – mai 2011

Caractéristiques du lieu et considérations de l'artiste

- 3 Le 28 août 2005, pour la commémoration du deuxième anniversaire de la remise du Rapport final de la Commission de la Vérité et de la Réconciliation (CVR), le monument El Ojo que Llora est inauguré dans le parc du Champ de Mars, sur un terrain de 27 600 m² cédé par la municipalité de Jesús María, un quartier de Lima. Des donations provenant de l'ambassade d'Allemagne et de Hollande, des apports du gouvernement de Toledo, et des fonds anonymes ont rendu possible sa création. Il s'agit du premier volet du projet d'aménagement intitulé Alameda de la Memoria (Promenade de la mémoire) et conçu par l'architecte Luis Longhi. Le deuxième volet – incluant une visite du musée « Yuyanapaq » (dont le parcours sera souterrain), la mise en place du Quipu et un aménagement du Champ de Mars dédié à la nature-mère – n'a pas été appuyé ni validé depuis le changement de l'équipe municipale de Jesús María. Motivé par le « devoir de mémoire » réclamé au gouvernement, Salomon Lerner, ex-président de la CVR, a lancé le projet conjointement avec l'artiste hollandaise, Lika Mutal, et Aprodeh (Asociación pro derechos humanos), l'association oeuvrant en faveur des Droits de l'Homme. Le monument représente un labyrinthe de onze cercles formés par 32 000 galets dont près de 27 000 portent le nom, l'âge et l'année de mort ou de disparition d'une victime de la guerre. Au centre, Lika Mutal a placé une pierre sur laquelle est fixé un œil d'où coule de l'eau symbolisant des larmes. Les victimes y sont représentées comme autant de citoyens d'une même nation tombés dans une même guerre, celle-ci étant érigée en un drame collectif. En réunissant dans un même mémorial l'ensemble des victimes, quelle que soit leur appartenance politique, l'objectif est bien de tendre vers la réconciliation de tous les Péruviens.

- 4 Les 27 000 noms apposés sur les galets ont été écrits par des bénévoles suite à la publication de la liste préliminaire attestée par la CVR. Ces victimes sont donc identifiées, mais dépolitisées puisque leur engagement durant le conflit n'est pas précisé sur la pierre. Tous les galets sont soudés sur une même dalle représentative du drame collectif référé en amont. Il semble ainsi que le monument constitue un support de globalisation du phénomène de violence. Le Pérou a perdu près de 70 000 de ses citoyens dans cette guerre et c'est en mémoire de chacun d'entre eux que les larmes sont censées couler. L'œuvre attesterait ainsi d'une prise de conscience de la douleur nationale, indispensable à l'espoir de paix que souhaitent faire valoir les associations œuvrant en faveur des droits de l'homme. Le fait qu'aucune mention ne soit faite de l'appartenance politique des victimes revient à les considérer dans leur ensemble comme autant de défunts d'un même conflit intra-national transcendé à travers le mémorial en un drame national total.
- 5 Cependant, cette volonté d'unité revient pour certains à tenter de concilier l'inconciliable. Saccagé à plusieurs reprises, réduit par certains journalistes et hommes politiques au « mémorial en l'honneur des Sentiéristes », El Ojo que Llora semble emblématique d'un impossible contrat mémoriel national.

Controverses et polémiques autour du monument-labyrinthe

- 6 Comme dans toute « guerre civile » dont la proximité des acteurs rend les frontières entre bourreaux et victimes extrêmement floues, il s'agit très vite pour les uns de disqualifier les autres afin d'héroïser sa propre participation. C'est toute la problématique de l'altérité de l'ennemi qui se pose ici de façon évidente. Au Pérou, la victoire militaire sur le Sentier Lumineux concourt à faire des distinctions parmi les soldats. La mémoire officielle, celle des groupes hégémoniques, se confronte à la mémoire populaire, celle des groupes subalternes, et rend tangible une dichotomie délétère entre une mémoire « répressive » et une autre « émancipatrice ». C'est en cela que le monument est fustigé par les partisans des anciens présidents, Alberto Fujimori – 1990 à 2000 – et Alan García – 2006 à 2011 –, qui y voient un dernier asile pour les « terroristes ». La hiérarchisation des victimes de la guerre répondrait à l'issue du conflit à un État vainqueur du Sentier Lumineux, lui donnant un rôle de libérateur et de sauveur. Effectivement, il est intéressant de voir comment le fait d'entretenir la crainte d'un retour de la guerre va de pair avec l'élaboration d'une mémoire « salvatrice », comme l'a analysé l'anthropologue Carlos Iván Degregori. La victoire sur le « terrorisme », quel qu'en ait été le prix à payer, est vue comme un salut, et c'est autour de Fujimori que se construit la figure officielle de héros. Dans cette perspective, ses « assesseurs », les membres des forces armées et policières, jouissent d'une légitimité sociale. Ils incarneraient ainsi une figure suprême de patriotisme.

Composition graphique à partir de photos du site mémoriel El ojo que Lloro (L'œil qui pleure) à Lima (Pérou)



© Mylène Herry, mai 2011

- 7 Pour illustrer ces propos, il faut rappeler avant tout le vote des lois d'amnistie sous Fujimori et Alan García, lois qui assurent l'impunité des effectifs policiers et militaires impliqués dans des exécutions extrajudiciaires. Il s'agit de légitimer d'une part les actes de violence des forces étatiques et d'autre part de rejeter et d'étouffer les accusations et les responsabilités respectives des deux chefs d'État dans différentes affaires de violation des droits de l'homme.
- 8 C'est à partir de 2006 que les polémiques seront alimentées inlassablement. En effet, en novembre 2006, la sentence de la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme de San José (Costa Rica) rend son jugement sur le cas des exécutions extrajudiciaires perpétrées dans la prison de Miguel Castro Castro (survenues en 1992 après une mutinerie des prisonniers, pour la majorité-cadre du Sentier Lumineux) : elle ordonne que les noms des quarante-deux détenus exécutés extrajudiciairement par l'État péruvien via les forces armées apparaissent sur les galets du monument. À cette occasion, Lika Mutal s'y oppose alors que les associations de défense des droits de l'homme tergiverseront sur la question. Les familles des victimes sont les plus divisées sur le sujet. Au-delà des sensibilités de chacun, cette sentence qui reconnaît des membres éminents du Sentier Lumineux comme une figure de victime possible de cette guerre pose la question de l'altérisation de l'ennemi et la hiérarchie qu'elle suggère entre les victimes elles-mêmes. Dans quelle mesure peut-on accepter et même faire cohabiter dans l'enceinte d'un même lieu mémoriel les noms des principaux instigateurs du conflit interne et ceux des « vraies » victimes, celles étrangères aux origines de la guerre ? Alors que l'inscription des noms des sentiéristes est rendue publique, l'artiste dresse clairement dans son discours une frontière entre l'ordre légal et l'ordre moral que suggère le monument, entre les réparations faites aux victimes qui

relèvent des affaires juridiques et l'hommage artistique qui relèverait lui plutôt de la morale. On peut estimer en effet que le critère de la morale et donc de la subjectivité, dans le cas d'un conflit armé interne, est difficile à circonscrire.

- 9 C'est dans cette ambiance que le 23 septembre 2007 des sympathisants de l'ancien président Fujimori – dont l'extradition du Chili, à la demande de la justice péruvienne et pour complicité de crime contre l'humanité au cours de la guerre contre le Sentier Lumineux, vient d'être annoncée – saccagent le monument. La sculpture centrale est tachée de peinture orange (couleur du parti de Fujimori, Cambio 90), des galets sont brisés, piétinés : le labyrinthe est en partie détruit. L'accusation d'être un « hommage aux terroristes » est inscrite sur le monument. Une part des citoyens péruviens, formant l'assise populaire de l'ancien président, se charge ainsi de plaider auprès des associations de défense des droits de l'homme l'existence d'une organisation des victimes de la guerre de la même façon qu'il existe une organisation sociale qui fait que chaque individu est subordonné à un autre.
- 10 En parallèle, le procès de Fujimori (2007-2009) attise les passions. Alors que, jugé notamment pour violation des droits de l'homme et crimes de guerre, il est condamné le 7 avril 2009 à une peine de 25 ans de prison, sa fille, Keiko, est annoncée comme candidate à l'élection présidentielle de 2011. On peut évidemment se demander, dans ces conditions, s'il est encore envisageable de former un nouveau pacte social.
- 11 Aussi, Alan García inaugure-t-il le 8 mai 2009 un obélisque en hommage aux « défenseurs de la patrie » dans la cour du Palais présidentiel. Quelques jours plus tard, le 11 mai, le vice-président Luis Giampietri parvient à faire approuver par le Congrès une motion afin de construire un monument dédié aux seules victimes policières et militaires du conflit armé, justement dans le quartier du Champ de Mars. Une sorte de panthéon des autorités étatiques, en somme, qui viendrait répondre à El Ojo que Lloro. Une surenchère de la monumentalité publique est engagée. Dans cette perspective, il ne semble pas anodin que El Ojo que Lloro soit situé à proximité immédiate du siège des forces armées aériennes du Pérou.
- 12 En 2013, suite à une demande de Javier Torres, président de l'association Caminos de la memoria, le monument est évalué et déclaré patrimoine culturel du Pérou. Aujourd'hui, les controverses et polémiques sont encore vives et traduisent la complexité de la construction mémorielle de la guerre civile engagée dans la capitale péruvienne. D'un côté, El Ojo que Lloro veut considérer l'idée d'un conflit unique sans héros de la victoire, polémique qui draine des débats incessants. De l'autre côté, un obélisque vient fonder le souvenir collectif des morts pour la patrie en établissant l'idée d'une lutte anti-subversive dont la nation péruvienne serait sortie victorieuse. Il faut préciser pour finir que ce bras de fer mémoriel se révèle clairement et régulièrement dans la diffusion de témoignages artistiques de ces années de terreur qui mettent en exergue une fois de plus cette éternelle problématique autour de l'identité péruvienne en tant que nation homogène.

Détail du site mémoriel El ojo que Lloro (L'œil qui pleure) à Lima (Pérou)



© Mylène Herry, mai 2011

BIBLIOGRAPHIE

Belay, Raynald ; Bracamonte, Jorge ; Degregori, Carlos Iván y Joinville Vacher, Jean (dir) (2004) : *Memorias en conflicto: aspectos de la violencia política contemporánea*, Lima, IEP/IFEA.

Cárdenas, Miguel Ángel (10 de diciembre, 2010) : “En el ojo de la memoria”, in *El Comercio*, Lima, p. A27.

Comisión de la Verdad y Reconciliación. Informe final, in : <http://www.cverdad.org.pe/ifinal/index.php> consulté en ligne 2009-2015.

Degregori, Carlos Iván (2002) : « La palabra y la escucha: reflexiones sobre la Comisión de la Verdad y Reconciliación », in *Socialismo y participación*, Lima, CEDEP, p. 93-98.

Degregori, Carlos Iván (2004) : « Heridas abiertas, derechos esquivos: reflexiones sobre la Comisión de la Verdad y Reconciliación », in Raynald Belay, Jorge Bracamonte, Carlos Iván Degregori y Jean Joinville Vacher (dir.), *Memorias en conflicto: aspectos de la violencia política contemporánea*, Lima, IEP/IFEA, p. 75-85.

Herry, Mylène (janvier 2014) : « Commission de la Vérité et de la Réconciliation (CVR, Pérou) », in *Témoigner entre Histoire et Mémoire* n° 117, Rubrique « Dictionnaire testimonial et mémoriel », Bruxelles/Paris, Kimé, p. 148.

Moraña, Mabel (janvier 2012) : « El ojo que llora, biopolítica, nudos de la memoria y arte público en el Perú de hoy », in *Latinoamérica 54 - Mirador latinoamericano* -, México, p. 183-216. Consulté en ligne le 3 février 2015 : http://www.cialc.unam.mx/web_latino_final/archivo_pdf/Lat54-183.pdf.

RÉSUMÉS

À la suite du conflit interne péruvien (1980-2000) et de la publication du Rapport final de la Commission de la Vérité et de la Réconciliation (CVR, 2003) qui fait état de plus de 70 000 morts, il semble nécessaire de construire une mémoire collective autour du drame et de la réconciliation nationale. El ojo que llora [l'œil qui pleure] est un exemple emblématique de lieu mémoriel, érigé à Lima, en hommage à toutes les victimes tombées durant cette guerre. Cependant, nombre de polémiques et de controverses politiques montrent la difficulté à rassembler la population, scindée entre, d'une part, le devoir de reconnaissance et de réparation de ces années de terreur et, d'autre part, une politique du rejet, voire de la négation, de la Vérité diffusée par la CVR.

Na het interne conflict in Peru (1980-2000) publiceerde de Peruviaanse Waarheids- en Verzoeningscommissie (CVR) in 2003 haar definitieve rapport, waarin ze gewag maakt van 70 000 doden. Vandaag is het nodig, met het oog op nationale verzoening, een collectief geheugen te bouwen rond dit drama. Een van de meest symbolische herinneringsplekken is El ojo que llora (Het oog dat weent) in Lima, dat is opgericht ter nagedachtenis van alle slachtoffers van de oorlog. In de loop der jaren gaf het echter aanleiding tot talrijke polemieken en politieke controverses. De Peruviaanse bevolking blijkt diep verdeeld: enerzijds voelt zij de plicht om de jaren van terreur te erkennen en goed te maken, maar anderzijds verwerpen of ontkennen velen de Waarheid die de CVR tracht te verspreiden.

INDEX

Mots-clés : Pérou, site mémoriel

AUTEUR

MYLÈNE HERRY

Université de Toulouse le Mirail